



mardi, 14. Février 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Partenariat algéro-français : Maintenir le cap</i>	<i>2</i>
<i>Nouvelle aérogare internationale d'Alger : Livraison fin 2018</i>	<i>2</i>
<i>Télévision numérique : 75% de couverture dans un mois</i>	<i>3</i>
<i>Salon international POLLUTEC 2017 : Investir dans l'environnement.....</i>	<i>4</i>
<i>Pêche et aquaculture : Des performances à la hauteur des potentialités</i>	<i>5</i>
<i>Huiles et sucres : l'importation en hausse en 2016.....</i>	<i>6</i>
<i>l'Ambassadeur de Hongrie : "Il y a un fort potentiel industriel à exploiter avec l'Algérie"</i>	<i>6</i>
Commerce	7
<i>Condor boucle 2016 avec une croissance de 16%.....</i>	<i>7</i>
Transactions & Contrats	8
<i>Coopération algéro-malienne dans le domaine des TIC : Mémoire d'entente</i>	<i>8</i>
Régions.....	8
<i>Résorption des terres en jachère à Médéa: culture prévue de 5 mille ha/an</i>	<i>8</i>
<i>Baghlia (Boumerdes): un pôle d'excellence en devenir dans les viandes blanches</i>	<i>8</i>
<i>Cherchell : Relance des projets à l'arrêt</i>	<i>9</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Partenariat algéro-français : Maintenir le cap

Source : El Moudjahid

Le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, a reçu, hier à Alger, M. Emmanuel Macron, en visite en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'entretien «a permis d'évoquer la situation des relations bilatérales sur les plans politique, économique, et les questions liées à la circulation des biens et des personnes», précise la même source.

L'audience, «qui a permis à l'hôte du Premier ministre de faire état de sa vision et de ses attentes quant aux perspectives d'évolution des relations algéro-françaises, qualifiées de part et d'autre de privilégiées, a enfin donné lieu à un échange de vues sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt commun», ajoute le communiqué. L'entretien s'est déroulé en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdesselam Bouchouareb.

M. Emmanuel Macron a fait part de sa «volonté de porter une vision d'avenir au partenariat entre l'Algérie et la France». «Ma volonté est de porter une vision ouverte, dynamique et d'avenir (pour) donner plus de densité au partenariat entre l'Algérie et la France», a indiqué M. Macron, dans une déclaration à la presse, au terme de l'audience que lui a accordée le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra. Il a relevé que les relations entre les deux pays se sont améliorées au cours de ces deux dernières années, notamment après 2012, suite à la visite effectuée en Algérie par le président français, François Hollande. Il s'est ainsi «félicité» de l'amélioration des relations

bilatérales dans les domaines économique et consulaire, notamment, rappelant que le nombre de visas délivrés par la France aux Algériens a doublé, ces deux dernières années. «Mon souhait est de porter une vision dynamique, volontaire à la hauteur de nos histoires communes, tout en regardant l'avenir autour d'un axe de développement stratégique», a encore indiqué M. Macron, soulignant que les deux pays ont «des perspectives communes». «Je souhaite qu'avec l'Algérie, nous développons une vision commune de notre stratégie au Maghreb», a ajouté M. Macron, soulignant que sa «volonté c'est qu'il y ait dans cette région, importante pour la Méditerranée et l'Afrique, davantage de solidarité, de rapprochement et de structuration pour pouvoir coopérer avec le reste de l'Afrique». Pour le candidat à la présidentielle en France, «l'Algérie demeure un grand pays et une grande diplomatie», rappelant, à ce propos, que le Président Abdelaziz Bouteflika est vice-président de l'Union africaine. Dans ce sens, M. Macron a indiqué que les deux pays ont besoin de «renforcer» leur partenariat sur le plan diplomatique et sécuritaire, car, a-t-il précisé, ils auront à travailler sur deux «grands sujets», à savoir la Libye et le Mali. Il a également émis le souhait de «renforcer les relations consulaires, scientifiques, culturelles et linguistiques entre les deux pays, pour former une élite sur le plan académique». À une question sur la communauté algérienne établie en France, il a estimé que ces Algériens représentent «un pont vivant entre les deux pays», et incarnent «une mémoire commune». Il a fait aussi part de sa volonté de «renforcer et poursuivre la réconciliation des mémoires, entamée ces dernières années». M. Macron a rappelé en outre qu'il était déjà venu en Algérie à plusieurs reprises en tant que ministre pour développer le partenariat économique entre les deux pays, réitérant son souhait «de regarder ensemble l'avenir». Au sujet de sa campagne électorale pour la présidentielle en

France, il a indiqué qu'«il était indispensable durant une campagne présidentielle de venir faire une telle visite pour mesurer le poids du passé et avoir un discours volontariste de notre avenir». De son côté, M. Lamamra a indiqué que «M. Macron est venu en ami, mais aussi comme quelqu'un qui a contribué au partenariat d'exception que l'Algérie et la France sont en train de construire». «Ce partenariat d'exception, lancé en 2012 par les Présidents Bouteflika et Hollande, a enregistré des résultats appréciables», a souligné M. Lamamra, précisant qu'il est «prometteur et a de beaux jours devant lui». Au sujet de la communauté algérienne établie en France, le chef de la diplomatie algérienne a tenu à «la saluer et lui dire l'attachement de l'Algérie quant à sa dignité et sa sécurité». Il a également souligné «la détermination de l'Algérie à demeurer plus que jamais à l'écoute des Algériens établis en France», encourageant par ailleurs «la classe politique en France à être à l'écoute de cette communauté».

Nouvelle aérogare internationale d'Alger : Livraison fin 2018

Source : El Moudjahid

« La nouvelle aérogare internationale d'Alger sera réceptionnée dans les délais impartis à savoir fin 2018, la future infrastructure aura une capacité de 11 millions de passagers par an et sera conforme aux standards internationaux », a déclaré hier le ministre des Transports et des Travaux publics, M. Boudjemaâ Talai. Le ministre, qui s'exprimait dans un point de presse, à l'issue d'une visite d'inspection aux chantiers de ces infrastructures, accompagné par le directeur général de l'aéroport international d'Alger, Tahar Allache, a fait savoir que la réception de la nouvelle aérogare internationale d'Alger, en 2018, permettra à cet aéroport de devenir un hub régional et continental de

transit de voyageurs, et un trait d'union entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et d'autres destinations. « La nouvelle aérogare d'Alger, qu'on veut réaliser comme un hub aérien, sera dotée de toutes les infrastructures d'accompagnement, en catering, fret et en hébergement, lui permettant d'être conforme aux standards internationaux », a-t-il révélé.

En outre, il a souligné que l'aéroport sera desservi d'ici à 2020, par une ligne de métro venant d'El Harrach en passant par Bab Ezzouar et également par une ligne ferroviaire venant aussi de Bab Ezzouar, qui sera elle, réceptionnée en juillet 2018. « Toutes ces commodités ont été conçues pour répondre au manque de transport de grande masse des travailleurs et des voyageurs », a-t-il dit. Evoquant le coût global des travaux, Boudjemaâ Talaï, a affirmé qu'une enveloppe financière de 74 milliards de DA a été consacrée à cette aérogare réalisée sur une superficie de 20 hectares. « Elle permettra d'accueillir deux postes d'embarquement dédiés aux fameux Airbus A380, plus gros porteurs du monde », a annoncé le ministre avec fierté, révélant la réalisation d'un hôtel 4 étoiles de 250 chambres à proximité de l'aéroport.

Selon le ministre, le financement de ce méga projet sera assuré par l'Entreprise de gestion des aéroports d'Alger à hauteur de 45 milliards de DA tandis que le reste sera financé par le Trésor public. Interrogé sur le devenir de l'ancienne aérogare internationale, le ministre a indiqué que dès 2018, le trafic domestique sera transféré vers l'actuelle aérogare internationale dont une partie sera réservée aux voyageurs à destination des Lieux saints de l'islam. Pour sa part, M. Allache a indiqué que le taux d'avancement des travaux avait atteint plus de 56% jusqu'à janvier dernier, il s'agit, selon lui, d'un aéroport de catégorie A, ce qui implique une plus grande surface dédiée aux passagers, avec

davantage de locaux commerciaux, d'espaces de détente mais aussi plus de postes de police des airs et des frontières (PAF), afin d'améliorer le flux.

Elle sera dotée d'un parking véhicules de 4.500 places, de 3 parkings avions et voies de circulation d'une superficie de plus de 424.000 m², de 120 points d'enregistrement, de 84 guichets de contrôle et de 9 tapis roulants, a fait savoir le même responsable. Cette nouvelle aérogare, dont les travaux de réalisation ont été confiés à la société chinoise CSCEC, assurera un trafic de 10 millions de passagers/an et gèrera 1.800 bagages/heure, a détaillé M. Allache.

Il y a lieu de préciser que le ministre a inspecté les travaux d'extension du métro d'Alger reliant El Harrach-centre à l'aéroport international d'Alger, dont la réalisation est prise en charge par l'entreprise publique Cosider. S'étendant sur un tronçon de 9,5 km et composée de 9 stations et de 10 puits de ventilation, ce tronçon a vu un taux d'avancement des travaux de 35% depuis son lancement il y a 14 mois.

A ce propos, le chef de projet, Issad Mahieddine, a indiqué que la méthode de travail a changé en passant à la technique "top-down" qui a aidé à réduire les délais et les coûts en économisant financièrement 1,2 milliard de DA sur les travaux au niveau de 7 stations, mais que cette méthode n'a pu être appliquée sur les deux autres stations. « ce projet devrait être réceptionné fin 2019 ou début 2020 au maximum », a-t-il indiqué.

Dernière étape de sa tournée, le ministre a inspecté les travaux de la nouvelle ligne ferroviaire reliant Bab Ezzouar à l'aéroport international d'Alger, qui s'étend sur un tronçon de 3 km (dont 1,4 km en tunnel) et d'un coût de 9 milliards de DA.

Télévision numérique : 75% de couverture dans un mois

Source : El Moudjahid

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a annoncé, hier à Tissemsilt, que le taux de couverture de la télévision numérique atteindra dans un mois un taux de 75 % au niveau national.

Animant une émission au siège de la radio régionale de Tissemsilt à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la Radio, M. Grine a souligné que le taux de couverture de la télévision numérique, qui a augmenté de 30% sur le plan national à 60% actuellement, devra atteindre 75% dans un mois. Par ailleurs, le ministre a affirmé que les zones d'ombre de la radiodiffusion seront supprimées définitivement dans la wilaya de Tissemsilt en 2018, signalant que les zones d'ombre, qui représentaient 70% en juin 2015, enregistrent actuellement une baisse de près de 40%. L'effort sera concentré dans les prochains mois sur la réalisation de plus de 60 émetteurs au niveau de la wilaya de Tissemsilt pour relever le niveau de couverture de radiodiffusion d'ici la fin de l'année en cours et au plus tard en début 2018 à 95%, a-t-il encore souligné.

Le ministre a affirmé que les radios régionales ont connu un bond qualitatif grâce à la mise en service du système MENOS (échange interrédios) en donnant plus d'efficacité aux radios dans les domaines de l'échange et de la formation. Le ministère de la Communication a adopté une stratégie spéciale pour les radios locales, basée sur trois axes portant sur la promotion de la femme, de l'environnement et de la jeunesse et l'ouverture du champ à toutes les couches de la société et aux talents, a-t-il ajouté. M. Grine a souligné que le choix de Tissemsilt pour la célébration de la journée

mondiale de la Radio entre dans le cadre de la stratégie de proximité de son ministère axée sur la mise en valeur des potentialités disponibles.

Le ministre a présidé, à la maison de la culture Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem, les festivités de la journée mondiale de la Radio célébrée le 13 février de chaque année, en présence du directeur général de la radio nationale (ENRS), Chaabane Lounakel, du directeur général de l'Entreprise publique de télévision algérienne (EPTV), Tewfik Khelladi et des autorités de wilaya. Ces festivités ont été marquées par une exposition mettant en relief les activités et l'évolution qu'a connues la radio régionale de Tissemsilt et les atouts touristiques que recèle la wilaya. En outre, le directeur de la radio de Saida, Aissa Benhachem a animé une conférence intitulée « La presse de proximité et promotion du citoyen, la radio locale comme modèle » et une campagne de don de sang a été organisée à cette occasion, de même qu'un circuit automobile pour les enfants.

Publicité : 95% des agences de communication n'ont aucune relation avec le secteur

En marge de la célébration de la journée mondiale de la Radio, le ministre a souligné, lors d'un point de presse, qu'« il existe plus de 5.000 agences de communication et de publicité à l'échelle nationale alors que dans les faits 95% d'entre elles n'ont aucune relation avec la communication, le marketing et encore moins avec la publicité ». « Nous sommes face à un secteur marqué par l'anarchie », a ajouté le ministre, rappelant que son département « s'attelle, depuis plus d'une année et demie, à organiser le secteur, avec les spécialistes ». Il a précisé que « les projets de textes réglementaires concernant la publicité sont prêts et seront soumis au prochain Parlement ». Par ailleurs, Hamid Grine a

estimé que les sessions de formation, initiées par son département depuis 2014, ont permis de réduire les cas de diffamation. « Nous sommes sur la bonne voie. Nous avons atteint le stade de la responsabilité », s'est-il félicité. A ce propos, il a rappelé que 40 sessions de formation ont été organisées au profit des journalistes, ce qui représente 70% du programme de son ministère portant formation et recyclage des journalistes. Concernant la création de chaînes de radios privées, le ministre a précisé que cette question n'est pas à l'ordre du jour. Par contre, il a précisé que l'octroi des agréments définitifs des chaînes de télévisions privées sera achevé après les prochaines élections législatives et ce, dans le cadre des missions dévolues à l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV). Par ailleurs, Hamid Grine a insisté sur « l'objectivité, le professionnalisme et la crédibilité » dont doivent faire preuve les chaînes privées devant couvrir les prochaines élections législatives. Il a également invité les médias à s'intéresser à la culture, estimant que « la culture sans les médias ne peut émerger et réussir ». Enfin, concernant la journaliste d'une chaîne de télévision privée, blessée par balles lundi dans la ville irakienne de Mossoul, Hamid Grine a assuré avoir pris attache avec le directeur de cette chaîne pour s'enquérir de l'état de santé de la victime, déplorant ce qui est arrivé à cette journaliste algérienne.

Salon international POLLUTEC 2017 : Investir dans l'environnement

Source : El Moudjahid

La 13e édition du Salon international annuel des équipements, technologies et services pour la gestion de l'eau et de l'environnement, «SIEE Pollutec 2017» a ouvert, hier, ses portes au Palais des expositions, Safex. Inauguré, par le ministre des Ressources en eau, Ouali

Abdelkader en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, le salon professionnel regroupe des acteurs nationaux et étrangers de la filière de l'eau et de l'environnement, est notamment le plus grand salon sur l'eau en Afrique.

Rendez-vous annuel des professionnels de l'EAU en Algérie depuis plus de 11 ans, SIEE Pollutec 2016, élargit son offre au secteur de l'Environnement en réponse aux besoins du marché national, notamment le déploiement d'une filière de gestion des déchets porteuse de nombreuses opportunités d'affaires. Selon les organisateurs, la surface d'exposition réservée par les entreprises algériennes est aujourd'hui largement majoritaire, montrant ainsi l'intégration du secteur dans l'économie nationale. Beaucoup d'entre elles sont d'ailleurs le fruit de partenariats techniques et commerciaux qui ont été initiés sur de précédentes éditions du Salon. Avec 270 exposants issus de 17 pays, ces derniers se composent de producteurs, de distributeurs d'équipements et de prestataires de services dans les domaines du traitement de l'eau et des eaux usées, de la distribution de l'eau, du traitement des pollutions industrielles, de l'analyse et de contrôle de la qualité de l'eau. D'autre part, les firmes algériennes dont la plupart des leaders, représentent 49% des exposants cette année attestant la forte participation de la production nationale. Lors de sa tournée traditionnelle entre les stands du Salon, le ministre a expliqué que l'objectif d'un tel événement est de donner l'occasion à nos experts d'acquérir les nouvelles techniques dans le domaine de l'eau et de l'environnement mais aussi de voir une idée précise sur le développement de ce secteur à travers le monde et découvrir les dernières innovations dans le domaine de la production et de la fabrication des équipements spécifiques au secteur.

«Ce Salon est une occasion pour évaluer le niveau de développement de la production nationale dans le domaine des Ressources en eau et de l'Environnement, c'est aussi une opportunité pour les entreprises spécialisées dans le domaine nationales et internationales de conclure des partenariats mais aussi», précisera le ministre. Pas moins de 7.000 visiteurs professionnels sont attendus. Des professionnels à la recherche de techniques et de bonnes pratiques dans les domaines de la mobilisation de la ressource en eau, de la production et de la distribution de l'eau potable de l'assainissement et de l'environnement.

SIEE Pollutec 2016, accueille une offre riche, diversifiée et internationale, présentant une large palette de technologies adaptées aux problèmes des pays en stress hydrique : fournisseurs et distributeurs d'équipements et prestataires de services dans les domaines du traitement de l'eau et des eaux usées, de la distribution de l'eau, du traitement des pollutions industrielles, de l'analyse, mesure et contrôle.

Ce Salon accueille aussi des rencontres qui débattent des sujets comme la protection de la ressource hydrique avec l'intervention du centre universitaire de Tipaza, l'ONA et la SEAAL. Le secteur des déchets fera quant à lui, l'objet d'un rendez-vous dédié par l'agence nationale des déchets. «Cette édition sera également une opportunité de faire le bilan d'une décennie exceptionnelle en termes de gestion déléguée, d'investissements et de travaux dans le pays, et déterminer les besoins restants à couvrir», est-il précisé : «Le Programme Eau II en appui à la modernisation du secteur de l'eau en Algérie», «l'amélioration des compétences dans le secteur de l'eau », «l'expérience algérienne en matière de gestion déléguée de l'eau»,

seront approfondies par des experts de cette substance vitale pour les peuples.

S'agissant, du Fonds national de l'eau ce dernier est chargé de financer les contributions au investissements d'extension, de renouvellement et d'équipement, mais aussi les dotations au profit de l'autorité de régulation des services publics de l'eau. Ses dépenses portent aussi sur les actions d'incitation à l'économie de l'eau domestique, industrielle et agricole ainsi que la préservation de sa qualité.

Pêche et aquaculture : Des performances à la hauteur des potentialités

Source : El Moudjahid

L'hôtel Sofitel d'Alger a abrité hier un séminaire consacré à la présentation du programme d'appui à la diversification de l'économie pour le développement des activités de la pêche et de l'aquaculture (DIVECO 2). Le programme mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture du Développement rural et de la Pêche à travers la direction générale de la pêche et de l'aquaculture et financé par l'Union européenne est issu d'une convention de financement chiffrée à pas moins de 15 millions d'euros. Ce qu'il faut retenir de prime abord c'est que DIVECO 2 vise, en fait, à augmenter la contribution du secteur de la pêche et de l'aquaculture à la diversification économique du pays par le développement durable et l'amélioration des performances économiques. C'est là un point essentiel mis en relief par le SG du ministère de l'Agriculture du Développement rural et de la Pêche à la faveur de cette rencontre. En effet, dans son allocution d'ouverture, ce responsable a affirmé que le secteur de la pêche et de l'aquaculture dispose d'atouts indéniables, mais que «les performances ne sont pas encore à la hauteur de

ces atouts». Le représentant du ministère et après avoir mis en avant les importantes potentialités dont regorge le pays, notera cependant que la production halieutique est estimée à moins de 5.000 tonnes par an au moment où la production potentielle peut atteindre quant à elle les 100.000 tonnes. Il sera mis en exergue également que le Gouvernement a décidé d'inscrire la pêche et de l'aquaculture parmi les «filiales porteuses de son nouveau modèle de croissance à l'horizon 2025» et qu'à travers les faits et les chiffres, il y a lieu de noter des évolutions enregistrées depuis l'an 2000 dans le développement des capacités de la flotte nationale, le développement de l'infrastructure portuaire dédiée à la pêche, la croissance des effectifs et des unités de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les expériences multiples réalisées dans ce cadre. Evoquant ensuite les objectifs assignés à ce programme, ce même responsable a souligné qu'ils concernent notamment le renforcement des capacités d'encadrement et de gestion devant contribuer à la consolidation d'une stratégie pertinente. Il est question également de la promotion et de la valorisation des filières par l'accompagnement de la gestion durable des ressources, l'amélioration de la qualité des produits, la distribution et la commercialisation. Il s'agit, enfin, insiste-t-on sur le renforcement des capacités des organisations professionnelles.

Doubler la production de poisson

Convié à prendre la parole à l'ouverture des travaux de ce séminaire, M. John O'Rourke, ambassadeur, chef de délégation de l'UE en Algérie, a centré une bonne partie de son intervention sur le « défi majeur » de la diversification de l'économie qui reste «incontournable». Le défi de la diversification est double, soutient le chef de la délégation de l'UE à Alger, faisant remarquer, à ce propos, qu'il s'agit, d'une part,

de promouvoir les secteurs de l'économie autre que celui des hydrocarbures, et d'autre part, « de s'assurer que le rôle de l'Etat dans ce processus facilite l'émergence d'acteurs privés dans un marché dynamique et compétitif ». Pour rappel, l'année 2016 – soit le début de l'application sur le terrain de ce programme – a été entièrement consacrée au recueil des informations nécessaires concernant notamment les besoins logistiques locaux au niveau de Ain Témouchent, Sétif et Skikda qui sont, en fait, les trois wilayas pilotes choisies pour la mise en œuvre de cet ambitieux programme. L'Algérie vise à doubler sa production de poisson pour atteindre 200.000 tonnes/an, et ce, grâce à l'aquaculture dont la production ne dépasse pas 5.000 tonnes/an actuellement. Pour ce faire, "le gouvernement a décidé d'inscrire la pêche et l'aquaculture parmi les filières porteuses de son nouveau modèle de croissance à l'horizon 2035", a rappelé le ministre. Abondant dans ce sens, le directeur de la pêche au ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Taha Hamouche, a considéré que l'assistance de l'UE permettra d'améliorer l'approche dans la réalisation du programme du gouvernement visant l'augmentation de la production nationale via une assistance technique et des formations. Parmi les actions d'appui technique identifiées figurent notamment l'élaboration des statistiques de pêche et l'évaluation des pêcheries. Il s'agit aussi de l'aquaculture marine, continentale et saharienne, de la sécurité sanitaire et l'hygiène des produits halieutiques et de la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture. Pour sa part, le directeur de la coopération avec l'UE auprès du ministère des Affaires étrangères, M. Ali Mokrani, a souligné de son côté que ce programme est un enjeu pour l'Algérie et pour les relations avec l'UE, et qui est la diversification de l'économie nationale.

Huiles et sucres : l'importation en hausse en 2016

Source : L'Econews

Tant en valeur qu'en volume, les huiles alimentaires importées ont bondi sensiblement en 2016 enregistrant une hausse de 11,22% en valeur et 10,6% dans les quantités importées.

Selon les statistiques des Douanes qui donnaient le bilan de l'année dernière, la facture d'importation des huiles alimentaires (huiles de soja brute, de tournesol, de carthame brute a été de 579,4 millions de dollars en 2016 contre 521 millions de dollars l'année précédente. La hausse a aussi été enregistrée dans les quantités importées qui se sont établies à 761.528 tonnes contre 688.540 tonnes un an auparavant. Cette hausse s'expliquerait par la baisse des prix à l'importation enregistrés les dix premiers mois de 2016. Au petit bonheur des industriels nationaux qui l'ont achetées au prix moyen de 746 dollars la tonne pour l'huile brute de Soja contre 760 dollars la tonne sur la même période de 2015 ce qui équivaut à une réduction substantielle de moins 1,8%. La même tendance baissière a été enregistrée sur des prix des huiles brutes de tournesol dont le prix de la tonne importée a été cédé à 825 dollars contre 850 dollars la tonne dix mois plus tôt.

Ce qui est valable pour les huiles ne l'a pas été pour les sucres bruts dont la facture pour la même année a aussi augmenté sensiblement pour s'établir à 871,7 millions de dollars contre 714,76 millions en 2015. Les quantités ont aussi grimpés à 2,03 millions de tonnes contre 1,93 millions de tonnes une année auparavant. Toutefois, ce surplus d'achat n'a pas été la résultante d'une quelconque baisse des prix sur les marchés mondiaux au contraire, le coût des importations de sucre a grimpé de

près de 22% en 2016 tandis que les quantités importées ont augmenté de 5,25%. Le prix moyen à l'importation du sucre roux a été de 398 dollars la tonne sur les 10 premiers mois de 2016 contre 358 dollars la tonne à la même période de 2015, soit une hausse de 11,2%.

L'Ambassadeur de Hongrie : "Il y a un fort potentiel industriel à exploiter avec l'Algérie"

Source : Liberté

"Les relations bilatérales entre l'Algérie et la Hongrie sont très amicales. Je pense qu'il faut profiter de ce potentiel que ces relations amicales nous offrent pour encore identifier d'autres créneaux de coopération entre les deux pays." C'est ce qu'a déclaré, hier, à Liberté, Mme l'ambassadeur de Hongrie à Alger, Helga Katalin Pritz. La diplomate a estimé que "le volume des échanges permanents entre l'Algérie et la Hongrie ne sont pas suffisants, mais le potentiel est là. Cela dit, il y a eu des résultats positifs dans plusieurs domaines économiques". Elle citera, entre autres, l'agriculture, l'hydraulique, la sous-traitance dans l'industrie automobile, le tourisme, la formation et l'enseignement supérieur, l'industrie pharmaceutique et les télécommunications. Abordant le volet des bourses d'études supérieures, Mme Pritz a indiqué que, depuis 2014, la Hongrie offre 100 bourses aux Algériens, dont 70 pour le master sur un cycle de deux ans et 30 pour le doctorat sur un cycle de trois ans.

Réparties sur 100 filières, ces bourses d'études touchent notamment le bâtiment, l'énergie, la chimie et l'agriculture, les biotechnologies et plusieurs domaines économiques. "Je veux poursuivre dans cette direction. On a eu de très bonnes expériences les années précédentes, notamment au sud de la Hongrie où il y a

une forte concentration d'étudiants algériens. À long terme, il serait utile d'attirer l'attention des employeurs, car nous offrons des diplômés très compétitifs. Donc, il faudra fructifier ces études avec les sociétés. J'ai déjà enclenché ce processus avec la Chambre de commerce (Caci) et le FCE, soit pour prolonger ces bourses, soit pour proposer des stages", a expliqué Mme Pritz.

Elle citera, à titre illustratif, la coopération avec l'Institut hongrois de contrôle de bâtiment, la coopération entre les instituts agronomiques des deux pays et le domaine des TIC. Au sujet de l'industrie automobile, la diplomate révélera que la Hongrie, forte d'un tissu de 5 000 fournisseurs pour les grandes enseignes, peut développer, grâce à son expertise, une industrie mécanique à forte valeur ajoutée, notamment dans la recherche et le développement. Mettant l'accent "sur la nécessité de redynamiser et hisser les relations économiques au niveau des relations d'amitié qui unissent les deux pays", Mme Pritz a rappelé que l'inauguration, en 2015, d'un vol direct sur Budapest a changé la vision des hommes d'affaires des deux pays. Elle affirmera que le potentiel touristique algérien est également inscrit sur la feuille de route de la Hongrie qui compte lancer des éducteurs pour les opérateurs algériens, et vice-versa. "J'estime qu'il faudra accorder plus d'attention à la Hongrie. Nous pouvons apporter notre expertise et notre expérience dans plusieurs domaines. Nous avons plusieurs exemples de réussites, mais il faut beaucoup d'efforts pour arriver justement à bâtir de nouveaux partenariats entre les deux pays", a conclu Mme Pritz.

COMMERCE

Condor boucle 2016 avec une croissance de 16%

Source : El Watan

Malgré une conjoncture économique des plus difficiles, Condor Electronics, un des fleurons de l'industrie algérienne des produits électroniques, électroménagers et multimédia a terminé l'année avec une croissance de 16%.

Son chiffre d'affaires a atteint les 90 milliards de dinars. «La confiance de nos partenaires nationaux et étrangers ainsi que les gigantesques efforts consentis par l'ensemble des travailleurs du groupe sont à l'origine de ces performances», déclare, en exclusivité à El Watan, le patron de Condor Abdelmalek Benhamadi, en marge de l'inauguration, hier, du 10e showroom de la wilaya de Sétif, le 141e à l'échelle nationale. Présent à la cérémonie, le président de la Chambre de commerce d'El Hidab, Amar Seklouli a profité de l'occasion pour exhorter les pouvoirs publics à créer des zones (showrooms) devant rapprocher le producteur du consommateur.

Se prêtant aimablement à nos questions, le big boss de l'entreprise basée à Bordj Bou Arréridj a bien voulu nous parler des principaux projets de son groupe dont la devise est axée sur la convivialité, l'accessibilité et la proximité avec le consommateur : «Concernant le projet initié en partenariat avec la marque française Peugeot, le dossier se trouve actuellement au niveau du ministère de l'Industrie et des Mines.

On n'attend que le feu vert pour démarrer les travaux de l'usine d'Oran. La mise à niveau des panneaux solaires et l'augmentation de la production devant passer de 70 MW à 120 MW sont les autres axes principaux du groupe, adhérant pleinement à la démarche des pouvoirs publics ayant décidé de réduire

la facture de l'éclairage public, l'autre fardeau des communes.

L'expérience réalisée par notre groupe à Bordj, où le tronçon ELYachir-Bordj est éclairé par des panneaux solaires, a permis à la collectivité de faire des économies et de réduire considérablement sa facture. Dans le même contexte, Condor va mettre sur le marché des produits de faible consommation d'énergie. Nous ne ménagerons aucun effort pour relever ce nouveau défi.»

Le chapitre de l'exportation n'a pas été éludé par notre interlocuteur : «Sur un objectif d'un million de smartphones, un premier contingent de 30 000 unités a été exporté vers la France où l'écho est très favorable. Les différents contacts lancés vers l'Afrique se sont concrétisés par des premières exportations de bon nombre de produits de notre gamme vers la Mauritanie, la Tunisie, le Congo, le Mali et le Bénin. Lancés en 2016, ces opérations se sont soldées par un chiffre d'affaires de 3 millions de dollars.

Pour le plan d'action de 2017, on compte non seulement élargir notre champ d'action à 20 pays du continent mais aussi à multiplier nos rentrées en devises.» Notons par ailleurs que le nouveau showroom de la capitale des Hauts-Plateaux, s'étalant sur une surface de plus de 500 m², abrite toutes les nouveautés de la marque notamment le Oled TV 55" et 65", premier téléviseur algérien doté de la technologie OLED, lancé en 2016.

Doté d'un système d'économie d'énergie, d'un compresseur tropical, d'un réfrigérant écologique et d'un stabilisateur de voltage intégré, le climatiseur Crown, lancé cette saison par l'entreprise faisant du développement durable et de l'écoconsommation son

autre cheval de bataille, est exposé parmi une gamme dotée d'un excellent rapport qualité-prix.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Coopération algéro-malienne dans le domaine des TIC : Mémoire d'entente

Source : El Moudjahid

Un mémoire d'entente visant le renforcement de la coopération algéro-malienne dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, a été signé hier, en marge de la conférence africaine sur la gouvernance de l'internet. Le mémoire a été signé par la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda-Imane Faraoun, et son homologue malien, Mountaga Tall. Le directeur général d'Algérie Télécom satellite (ATS), Mohamed Benabdouahad, et le directeur général de l'Agence malienne des TIC, Camara Hamed Selif, ont signé, de leur côté, une convention commerciale en matière de fourniture d'internet par satellite dans le cadre de ce mémoire d'entente. Cette convention, va permettre à l'Algérie "de commercialiser, pour la première fois de son histoire, de la data (internet) et la voix (téléphonie) à un autre pays". Elle permettra également la connectivité des zones enclavées du Mali et de plusieurs sites gouvernementaux, ainsi que des entreprises publiques et privées de ce pays, a-t-il précisé, ajoutant que cette convention sera suivie par d'autres avec des pays du continent africain.

REGIONS

Résorption des terres en jachère à Médéa: culture prévue de 5 mille ha/an

Source : APS

La culture de 5000 hectares/an de légumineuses fourragères est prévue par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Médéa dans le cadre du programme de résorption des terres en jachère, a-t-on appris lundi du directeur de ces services.

Le programme de résorption des terres en jachère qui s'étalera sur cinq ans, devrait permettre, selon Mustapha Benaoui, de réduire les surfaces agricoles laissées en abandon, qui représentent plus de 43% de la superficie agricole utile, soit l'équivalent de 150 mille hectares.

Pour garantir l'adhésion des exploitants agricoles de la région à ce programme, une journée technique a été organisée, lundi, au centre de formation et de vulgarisation agricole (CFVA) de Takbou (Médéa), afin d'expliquer aux représentants de la filière céréaliculture les grandes lignes de ce programme et les mécanismes de sa mise en œuvre.

L'expérience menée dans ce domaine par un producteur de légumineuses fourragères, établi dans la région d'El-Menéa, a été mise à profit, lors de cette journée technique, pour apporter certains éclairages nécessaires sur le processus de culture, ses avantages, au plan financier et agricole, les opportunités de commercialisation qu'offre ce segment d'activité, eu égard à l'importance de la demande exprimée par la filière animale.

Les procédures d'acquisition de semences, de matériel agricole et d'accès aux crédits bancaires ont été débattues au cours de cette journée, destinée, d'après le directeur local des services agricoles, à vulgariser la démarche préconisée par sa structure, en vue de rendre productif des terres laissées à l'abandon et pouvoir

couvrir, à la faveur de ce programme, une partie des besoins de la filière animale en fourrage.

Baghlia (Boumerdes): un pôle d'excellence en devenir dans les viandes blanches

Source : APS

La commune de Baghlia (à l'est de Boumerdes) ambitionne d'occuper une place de choix sur l'échiquier de la wilaya, et ce en devenant, dans un futur proche, un pôle d'excellence en élevage avicole, production de viandes blanches et transformation agricole.

Aussi, une action est actuellement en cours, au niveau de cette localité, en vue de la promotion de sa zone d'activité, créée depuis 1986, en un pôle d'excellence spécialisé dans l'élevage avicole, la production de viandes blanches et la transformation des produits de l'arboriculture fruitière.

Cette orientation a été affirmée, par le wali Abderrahmane Madani Fouatih, lors d'une visite de travail à Baghlia, durant laquelle il a plaidé pour l'impératif "de valorisation et d'assainissement du foncier au niveau de cette zone d'activité, s'étendant sur plus de 130.000 M²".

Le wali a décidé, à l'occasion, le "lancement, dans l'immédiat, d'une opération d'assainissement du foncier occupé, par 25 investisseurs, au niveau de cette zone, dont cinq (5) seulement ont réalisé leurs projets".

Il a, également, insisté sur l'impératif de la levée "des contraintes entravant le parachèvement des travaux d'aménagement de cette zone d'activités, à l'arrêt, depuis une année".

L'usine "frères Bakhla" de production de viandes blanches, réalisée dans la banlieue de la ville, est l'exemple type des investissements prospères, au double plan local et national, implantés au niveau de cette zone.

Cette unité de production privée, comptant de nombreuses sections de production dans plusieurs communes, s'étend sur une surface de 600 M2.

Employant une soixantaine de travailleurs permanents, elle est dotée d'équipements modernes exploités dans l'abattage, la transformation et la conservation de la viande blanche.

Actuellement, cette unité, produisant aussi de l'aliment de poulet, a atteint un seuil de production de 1.250 tête de poulets, à l'heure, parallèlement à 300 tête de dindes, pour une aire de conservation estimée à près de 280 M2.

Des terres fertiles adaptées à l'arboriculture fruitière

La localité de Baghlia ambitionne, en outre, d'investir dans la transformation des produits de l'arboriculture fruitière et de la vigne, au vue de ses importantes opportunités représentées principalement par un climat propice, des terres fertiles et des ressources hydriques considérables destinées à l'irrigation.

Selon des agriculteurs de la région rencontrés par l'APS, les filières de production de pomme, de type "El Hana" et de raisin "Dabouki" ont, particulièrement, prospéré, ces dernières années, à Baghlia, en faisant sa réputation, à l'échelle nationale.

Malheureusement, ce développement n'a pas été accompagné, par le lancement d'une industrie de transformation dans le domaine, est-il déploré.

Ceci d'autant plus que la superficie destinée à la culture de la pomme, dans cette région, est de 240 ha, dont 160 ha réservé au type "El Hana", dont la moyenne de production est de près de 16.000 qx/an, outre les types "Royal Gala" et "Galaxie".

Par ailleurs, une surface de plus de 1.300 ha de vignes a été cultivée, ces dernières années, dans cette région, dont particulièrement le raisin de type "Dabouki", connu, aussi, sous le nom de "Saban", dont la moyenne de production est estimée à près de 400.000 qx/an.

Selon les informations fournies lors de cette visite, plus de la moitié de la superficie de la commune de Baghlia, estimée à 6.055 ha, est représentée par une surface agricole utile, soit 1000 ha de surfaces irriguées, et 2.044 ha non irrigués.

[Cherchell : Relance des projets à l'arrêt](#)

Source : Algérie Eco

Pour relancer les projets stratégiques qui accusent un retard dans la réalisation, le wali de Tipasa, Moussa Ghellai a effectué une visite de travail hier dans la daïra de Cherchell. Il a ciblé le chantier du contournement de la ville de Cherchell sur un linéaire de 17 km en 2x2 voies avec 16 ouvrages d'art, 6viaduc et 03 échangeurs. Le taux d'avancement du projet est estimé à 40% et a nécessité une enveloppe financière de 2000 milliards DA sur le programme complémentaire 2014.

En premier objectif, le wali a instruit le maitre d'œuvre et l'entreprise chinoise d'accélérer la cadence des travaux pour livrer un 1er tronçon de 8 km en mai

prochain à la veille de la saison estivale et de trouver une solution palliative pour faire la jonction avec la route de Talandriouch qui constitue une voie d'évitement de la ville de Cherchell en attendant la réalisation du viaduc sur un linéaire de 709,6m qui présente certaines contraintes. Il est à signaler dans ce sens, que l'engouement que connaît cette ville durant la période estivale, a rendu son accès des plus difficiles, occasionnant des bouchons de circulation interminables.

Dans cette optique, le DTP a signalé que le bureau d'études SAITI a confié à l'expertise italienne de choisir l'une des 2 variantes du procédé technique le plus adéquat à adopter, (Procédé poutre ou procédé pousoir). Les conclusions de cette étude seront dévoilées la semaine prochaine et les travaux du viaduc seront relancés.

« Je ne rentre pas dans les considérations techniques » a rétorqué le wali en poursuivant « Je veux que le 1er tronçon de 8 km soit achevé en mai prochain pour désengorger la RN 11 qui n'arrive plus à contenir le flux très important de véhicules qui débouchent de la voie express sur la RN 11 à Oued El Bellah en créant un effet entonnoir paralysant ainsi la circulation en causant beaucoup de désagréments aux usagers qui sont très nombreux à se rendre en été dans cette partie ouest de la wilaya ».

En outre, le projet du stade de football de 10 000 places en cours de réalisation était également au menu du programme de cette visite. En se rendant sur ce site le wali a demandé à l'entreprise ENIR d'organiser le chantier en le renforçant en moyens humains et matériels pour achever les gradins et lancer le 3ème module. Il a mis l'accent sur la réalisation du mur de clôture et la stabilisation du sol en banquettes et par

talutage en collaboration avec la conservation des forêts pour donner un visage plus avenant au stade. « Il convient de rendre ce stade fonctionnel et homologable en priorisant dans les travaux de parachèvement les lots à entamer en fonction de l'enveloppe budgétaire dont le montant engagé s'élève à 70 milliards de centimes » a-t-il précisé.